**TERMS OF REFERENCE FOR INDIVIDUAL CONSULTANTS AND CONTRACTORS**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Title**  Consultant National- Analyse des mécanismes de financement innovants en appui aux groupes communautaires de solidarité pour renforcer la résilience au niveau local | **Type of engagement**  Consultant  Individual Contractor Part-Time  Individual Contractor Full-Time | **Duty Station:**  Burundi | |
| **Purpose of Activity/Assignement :**  L’objectif de l’étude est de mener une analyse de l’état actuel des mécanismes de financement en appui aux groupes de solidarité communautaire et trouver des pistes d’innovation et de pérennisation de ces mécanismes.  De façon spécifique, il s’agira de :   * Faire une analyse référentielle basée sur des évidences et un mapping des mécanismes de financement existant au niveau communautaire en appui aux groupes de solidarité communautaire, en se basant sur les expériences aux niveaux international, régional et national). * Analyser le fonctionnement des groupes de solidarité communautaire (la gouvernance, la reconnaissance légale/administrative, l’utilisation de l’épargne, les modalités d’octroi des prêts, la gestion dans les GS, etc.). * Proposer des options de financement innovants/d’accès aux financements pour les groupes de solidarité communautaire.   Une étude en cours relative à l’identification des potentialités des PPP et financement innovants identifiées et évaluées (outils/point d’entrées), y compris le renforcement institutionnel au niveau national abordera les aspects des options de financement innovants au niveau national qui pourront être intégrés aux possibilités de financement des groupes de solidarité communautaire.  Une évaluation formative sur les groupes de solidarités (y compris les Nawe Nuze) au niveau du bureau UNICEF Burundi a été faite. Elle vise à mesurer l’efficacité de l’approche Nawe Nuze/Groupes de solidarité dans les interventions basées sur la communauté au niveau de différents programmes. Elle va aussi identifier un modèle consolidant la résilience des ménages et la pérennité des actions qui puisse devenir un standard de base pour leur mise à l’échelle et leur amélioration. Les résultats de cette analyse pourront contribuer à la documentation et au cadrage de la gouvernance financière des GS. | | |
| **Scope of Work:**  La méthodologie montrera brièvement l’approche de mise en œuvre de l’étude, la recherche documentaire, l’échantillonnage des unités statistiques, la collecte des données et des méthodes d’analyse des données.  Le travail sera initié par une session de consultation avec le commanditaire sur la nature de l’étude pour identifier les points d'entrée et les mécanismes de financement existants pour les GS.  Cette étape sera suivie par des discussions approfondies et des consultations avec les parties prenantes concernées (GS, associations diverses, etc.).  Pour des raisons de formulation, les acteurs suivants sont à considérer et à consulter.   * Les différents groupes de solidarité communautaire ; * Les collectivités locales ; * Les services financiers tels que les microfinances, les banques commerciales ; * Les mutuelles communautaires * Les coopératives locales; * Les autorités locales sur place ; * Les commerçants; * Le Ministère de la Solidarité, des Affaires Sociales, des Droits de la Personnes Humaine et du Genre, y compris la Commission Nationale de Protection Sociale ; * Ministère ayant l’intérieur dans ses attributions ; * Le Ministère ayant les finances dans ses attributions ; * Banques des Jeunes/Femmes * ONGs encadrant les GS; * PTFs; | | |
|  | | |
|  | | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Work Assignment Overview** | | |
| Tasks/Milestone: | Deliverables/Outputs: | Timeline |
| Une revue de la documentation existante sur les informations au Burundi et les expériences régionales et internationales | Une note de cadrage de la mission et la revue de la littérature en mettant en évidence les défis et opportunités des groupes de solidarité communautaire et/ou collectives, et montrant les évidences aux niveaux global, régional et national | 21 janv 2022 |
| La collecte des données auprès des partenaires parties prenantes (groupes de solidarité communautaire, mutuelle, coopératives, autorités locales, institutions financières, commerçants, partenaires, etc. | Une analyse de la situation actuelle du fonctionnement des groupes de solidarité communautaire selon leur classement en mettant en relief les mécanismes de financement disponible dans trois zones d’intervention et une analyse de l’apport des outils de l’économie sociale et solidaire (coopérative, social business, microfinance, mutualité solidaire) dans le financement des groupes de solidarité | 11 mars 2022 |
| Analyse des différents documents notamment les cadres stratégiques et Réglementaires | Un rapport de l’étude regroupant les résultats précédents et qui présente en détail des options ou des suggestions innovantes de financement des groupes de solidarité communautaire afin d’alimenter leurs caisses et de leur capacité à se former en coopérative (Rapport final avec un résumé exécutif et présentation PPT). | 10 avril 2022 |

Le consultant sera entièrement autonome du point de vue logistique. Ceci concerne notamment la prise de rendez-vous, les déplacements de toute nature, le secrétariat (photocopies, impression de documents, etc.).

|  |  |
| --- | --- |
| **Minimum Qualifications required:** | **Knowledge/Expertise/Skills required:** |
| Bachelors  Masters  PhD  Other  Enter Disciplines  Diplôme universitaire supérieur en économie, en finances ou développement communautaire | * Au moins huit ans d’expérience avérée dans le développement communautaire avec un accent sur les groupes de solidarité communautaires et d’autres associations communautaires au Burundi ; * Une expérience avérée dans l’élaboration et la formulation des plans communaux de développement communautaire ou des plans stratégiques ; * Une connaissance du cadre administratif et légal ainsi que des politiques et stratégies pertinentes pour les groupes communautaires ; * La conduite des études avec succès pour le financement des organisations ou groupements d’associations ; * Une expérience en matière de fonctionnement des institutions financières (banques commerciales, microfinances, etc.), * Une bonne connaissance de la planification aux niveaux national et local ; * La langue de travail exigée est le français |
|  |  |
|  | | |
|  | | |

Les coûts indiqués sont estimés. Le tarif final suivra le principe du " best value for money”, c'est-à-dire qu'il s'agira d'atteindre le résultat souhaité avec les honoraires les plus bas possibles. Il sera demandé aux consultants de stipuler des honoraires tout compris, y compris les frais forfaitaires de voyage et de séjour, le cas échéant.

Le paiement des honoraires sera basé sur la soumission des produits livrables convenus. L'UNICEF se réserve le droit de ne pas payer si les produits livrables soumis ne sont pas conformes aux normes requises ou en cas de retard dans la soumission des produits livrables de la part du consultant.

Les personnes engagées dans le cadre d'un contrat de consultant ou d'un contrat individuel ne seront pas considérés comme des "membres du personnel" au sens du Statut et du Règlement du personnel des Nations Unies et des politiques et procédures de l'UNICEF, et n'auront pas droit aux avantages qui y sont prévus (tels que les droits à congé et la couverture d'assurance médicale). Leurs conditions de service seront régies par leur contrat et les Conditions générales des contrats de services des consultants et des contractants individuels. Les consultants et les contractants individuels sont responsables de la détermination de leurs obligations fiscales et du paiement de tout impôt et/ou taxe, conformément aux lois